

LE FAIT DU JOUR

Lorsque minuit sonne à l'horloge annonçant le 22 septembre, il revient à la mémoire les paroles du couplet de notre hymne qui disent : « A ton appel Mali, pour ta prospérité, fidèle à ton destin, nous serons tous unis, Un Peuple - Un But - Une Foi pour une Afrique unie ».

Il y a onze ans aujourd'hui que ces paroles restent le credo de l'homme malien et le fil d'Ariane qui le conduit dans le labyrinthe de son développement économique et de son épanouissement social. A travers les vicissitudes du temps, les retours de manivelle de l'histoire, cette pensée-guide n'a jamais été démentie.

Pour la prospérité du Mali, l'homme malien s'il n'a pas fait plus que tout autre, a égalé les meilleurs sur le champ de la construction nationale pour son développement. Si l'aube de l'indépendance, le Mali était aussi démunie que JOB sur sa paille, aujourd'hui, il peut être fier, en faisant le tour de son domaine, du fruit de son travail; mais cette fierté pour lui n'a jamais borné l'horizon de sa quête pour aller toujours de l'avant et asseoir son indépendance réelle.

Fidèle à son destin, l'homme malien, de la conquête coloniale à nos jours, est toujours demeuré lui-même, se refusant à être phagocyté, gardant jalousement son identité, par fidélité à son histoire glorieuse et riche en hauts faits historiques, sociaux et culturels et qu'il tend à réhausser encore et toujours.

Notre unité n'est pas un vain mot et d'autres que nous l'ont reconnue. C'est là un fait indéniable et hautement révélateur de la prise de conscience de notre peuple, qui des rives de la Falemé et du Sénégal, aux confins d'Ansongo, des vertes campagnes de Sikasso, aux étendues sableuses de Toureni, se sent solidaire d'un même devenir et est fier de se réclamer du nom de Malien.

Pour une Afrique unie, le Mali s'est de tous temps trouvé sur la brèche, non seulement pour l'unité mais aussi pour l'indépendance du continent, car le peuple malien sait qu'il n'y a pas, qu'il ne peut y avoir d'unité réelle, d'unité objective sur des bases claires et saines sans le préalable que'est la faculté pour toutes les nations de se déterminer librement sur chaque événement national et international.

OERS - OUA - ONU, autant de tribunes qui disent à l'envie l'effort d'unité de liberté de notre peuple.

Au jour du onzième anniversaire de notre indépendance, nous pouvons être fiers à juste titre de nos acquis et regarder avec détermination la voie à parcourir; route longue, route dure mais dont nos pieds rudes redoublent à néant la résistance pour, dans une première étape, gagner la bataille de la deuxième décennie d'indépendance et de développement économique.

« L'Armée reste fidèle aux engagements du peuple au lendemain des événements »



« Maliens, « Maliens, »

« Pour la troisième fois, depuis les événements désastreux historiques du 19 novembre 1968, nous allons plus ensemble, dans l'allégresse et la fraternité, célébrer le jour anniversaire de la Proclamation de l'indépendance de notre pays.

« Il y a douze mois, vous avez pu apprécier les réalisations faites au cours de la première décennie de notre souveraineté.

« Le bilan que je vous présente aujourd'hui bien que modeste, est significatif dans la mesure où il vous permet de juger des actions entreprises par le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement, dans le cadre de l'exécution de la première phase du programme triennal de redressement économique et financier.

« L'année 1970-71, An 1 de l'application de ce programme, marque le point de départ d'une série d'actions décisives sur les plans économique, social et culturel que nous allons tour à tour examiner.

« La population du Mali étant composée de 90 % de paysans dont le labour représente plus de 50 % de la production intérieure brute, il est évident que la priorité absolue soit accordée au secteur primaire et que les actions de développement agricole soient au premier plan de nos préoccupations.

« Au cours de l'année 1970-71, nous avons enregistré avec satisfaction une progression sensible des cultures industrielles malgré l'insuffisance de la pluviométrie.

« C'est ainsi que pour le coton, l'augmentation bien que légèrement inférieure aux prévisions du programme triennal est sensible par rapport à l'année précédente. En effet 52.800 tonnes furent commercialisées contre 42.800 tonnes en 1969-70.

L'agriculture, pierre angulaire de notre lutte contre le sous-développement

« En ce qui concerne les arachides, la production commercialisée a connu un progrès remarquable passant de 48.400 tonnes en 1969-70 à 74.000 tonnes cette année.

« Ce résultat qui fut acquis grâce à l'action efficace des agents d'encadrement et à la politique de prix rémunérateur consenti aux paysans a permis, outre l'approvisionnement de l'huile de Koulikoro tournant à pleine capacité, l'accroissement de nos exportations.

« La commercialisation du paddy de l'Office du Niger s'est elle aussi légèrement améliorée en s'élevant à 40.000 tonnes contre 36.000 tonnes en 1969-70. Ces chiffres modestes en valeur absolue et au regard de nos besoins,

n'en constituent pas moins un motif de satisfaction si l'on considère la qualité de l'effort le fourni par les agents de l'Office du Niger qui, confrontés à des difficultés de toute nature, ont pu atteindre ces résultats qui iront s'améliorant grâce à l'extension des terres aménagées et à l'afflux des nouveaux colons dont le nombre s'élève à plus de deux mille.

« Cet engouement des populations pour la riziculture est le meilleur témoignage de la confiance que l'Office du Niger a su inspirer au milieu rural.

« En définitive, il est permis de dire que la politique que nous avons suivie en matière de commercialisation des principales productions a été profitable pour les paysans puisque leurs revenus sont passés de trois milliards en 1969-70 à 6 milliards en 1971.

« Cette, politique sera poursuivie et renforcée dans les années à venir pour résorber le déficit vivrier et accroître encore davantage la production des cultures industrielles.

« Pour atteindre ces deux objectifs majeurs, nous avons arrêté un programme d'investissement de 18 milliards sur lesquels 6 milliards correspondent déjà à des projets opérationnels.

« Les principales actions inscrites dans ce programme visent à l'intensification de la production tant des cultures vivrières telles que le mil et le riz que celle des cultures industrielles comme le coton, l'arachide, le dahl et enfin les fruits et légumes.

« Le riz en particulier, dont la consommation ne cesse de s'élargir, a fait l'objet de deux projets importants dont le financement est acquis.

L'élevage

« L'élevage étant le complément naturel de l'agriculture, une action d'envergure est prévue dans ce secteur qui représente 37 % de la production intérieure brute. Sur un programme d'investissement estimé à 2 milliards 600 millions, des projets d'un montant d'environ 1 milliard cinq cent millions sont déjà opérationnels.

« Les principales actions en cours portent sur l'étude pastorale de la région de Mopti, le projet d'élevage-agriculture de Fana, l'étude du ranch du Niono, l'étude de la réorganisation du marché du bétail et de la viande, le programme pêche pour lequel le Fonds Européen de Développement nous a déjà alloué une subvention de 1 milliard 200 millions de francs.

« Maliens,

« Maliens,

« L'énormé des actions décrites ci-dessus pourrait laisser penser que nos objectifs dans le monde rural ne sont que

quantitatifs. Bien au contraire, le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement ont compris la nécessité d'améliorer également la qualité de vie de nos paysans et d'accroître leurs responsabilités dans la gestion de leurs propres affaires.

« A cette fin, nous avons entrepris l'assainissement de la gestion des coopératives et nous vous présenterons dans les mois à venir une nouvelle politique en matière de coopération en milieu rural, politique qui s'efforcera d'être réaliste, évolutive et avant tout respectueuse des aspirations de la population.

L'industrialisation, clef du développement économique

« Si l'agriculture est et restera longtemps encore la pierre angulaire de notre lutte contre le sous-développement, l'industrie est la clef d'un véritable développement économique et social durable. Aussi une place de choix a-t-elle été réservée à ce secteur dans le programme triennal.

« Sur 18 milliards 300 millions d'investissements programmés, des projets évalués à 8 milliards de francs sont déjà opérationnels et concernent le financement de 15 unités industrielles dont 12 nouvelles en cours d'édification et 3 se rapportant à l'extension d'usines existantes.

« Le choix de ces projets industriels a été fait de manière à ce qu'ils puissent contribuer à la valorisation de nos ressources agro-pastorales et offrir des emplois à une main-d'œuvre chaque jour plus nombreuse sur le marché du travail.

« Parallèlement à cette politique vigoureuse mais rationnelle d'industrialisation, nos efforts s'orientent également vers l'exploitation de nos immenses potentialités d'énergie, élément moteur de tout développement industriel. Le programme triennal prévoit dans le domaine un volume d'investissement de 6 milliards 800 millions.

« A ce jour 25 % de ce montant sont opérationnels et les réalisations en cours portent notamment sur le renforcement du réseau de l'Énergie du Mali et de la Centrale de Markala, l'électrification de Koutiala, l'adduction et l'assainissement d'eau de Bamako, Sikasso, Tombouctou, et enfin les forages de puits dans le Gourma.

« Des projets semblables seront prochainement mis en chantier dans les centres de Koulikoro, Kati, Bandiagara, Mopti, Ségou et San.

« Dans le domaine de la recherche géologique et hydrologique, le Gouvernement, sur la base de l'expérience acquise, a adopté la formule qui consiste à faire partager les risques et les bénéfices éventuels avec les sociétés privées étrangères intéressées.

« En hydrologie, un système de prévision des crues du Niger et un plan de protection contre les inondations ont été mis au point.

« Par ailleurs, parallèlement à l'inventaire des sites de petits barrages, les études du Grand barrage de Sélingué sur le Sankarani ont débuté. Ce barrage produira 125 millions de Kilowatts-heure par an et permettra d'améliorer non seulement la production agricole, le développement de la pêche, mais aussi la navigabilité du Niger.

« Les études de barrages sur le fleuve Sénégal sont en voie d'achèvement et aboutiront prochainement à la construction du Grand barrage de Manantali, ouvrage dont la réalisation transformera radicalement la physionomie du bassin du fleuve Sénégal en particulier et de l'Ouest du Mali en général.

Infrastructure et le transport

« L'agriculture, l'élevage, l'industrie ne peuvent s'épanouir dans un pays aussi vaste que le nôtre sans le support et d'équipements modernes de transport.

« Sur 20 milliards 800 millions d'investissements prévus pour ce secteur, 12 milliards 500 millions seront réservés au financement de l'infrastructure routière, ferroviaire, aéronautique et météorologique.

« Maliens,

« Maliens,

« L'énormé des actions décrites ci-dessus pourrait laisser penser que nos objectifs dans le monde rural ne sont que

quantitatifs. Bien au contraire, le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement ont compris la nécessité d'améliorer également la qualité de vie de nos paysans et d'accroître leurs responsabilités dans la gestion de leurs propres affaires.

« A cette fin, nous avons entrepris l'assainissement de la gestion des coopératives et nous vous présenterons dans les mois à venir une nouvelle politique en matière de coopération en milieu rural, politique qui s'efforcera d'être réaliste, évolutive et avant tout respectueuse des aspirations de la population.

« Dans le domaine des transports aériens, la construction de l'aérodrome international de Ségou, entreprise en juillet 1970 se poursuit activement. Son ouverture au trafic est prévue pour la fin de l'année 1973.

« En matière d'habitat, la politique générale du Gouvernement consiste dans des structures renforcées d'encouragement une première phase à mettre en place à la construction.

« A cet effet, nous avons créé un Fonds national du logement destiné à subventionner la construction de logements économiques pour satisfaire les aspirations légitimes de la population. L'action de la SEMA dans ce domaine permettra dans les mois à venir, de résoudre progressivement la crise du logement qui sévit actuellement dans les villes et de mettre en place une structure d'accueil attrayante pour les jeunes cadres et travailleurs.

« Dans le domaine des postes et télécommunications, l'extension du Central téléphonique de Bamako est déjà achevée. Avant la fin de l'année, les villes de Kati et Koulikoro seront dotées de téléphone automatique et prochainement le programme d'automatisation touchera les capitales des régions.

« Maliens,

« Maliens,

« Après avoir exposé le bilan de notre action dans le domaine de la production, nous allons passer en revue les questions touchant aux échanges.

Le secteur commercial en expansion

« Depuis les événements du 19 novembre 1968, le secteur commercial est en expansion continue sous l'effet de la politique de libération que nous avons adoptée.

« C'est ainsi qu'une législation favorable à la promotion du commerce fut instituée et diverses mesures tendant à l'insertion des commerçants traditionnels dans le circuit moderne.

« Plus que par le passé, la Chambre de Commerce a été associée aux différentes manifestations commerciales et un nouveau statut en cours d'élaboration fera de notre Chambre consultative un centre d'information, d'éducation et de promotion de l'homme d'affaires malien.

« L'ensemble de ces mesures n'a d'autre but que de permettre à tous ceux qui veulent faire du commerce, d'exercer leur profession sans procédures tracassières et paralysantes, à la condition toutefois de respecter les lois en vigueur et de faire preuve d'un sens profond de l'intérêt général.

« La philosophie du Gouvernement en la matière est la Liberté Contrôlée.

Certaines restrictions s'avèrent en effet nécessaires non seulement pour assurer l'approvisionnement de la population en produits vivriers, mais aussi pour la sauvegarde du pouvoir d'achat des travailleurs.

« La pénurie que nous déplorons actuellement ne s'explique pas seulement par l'insuffisance de la physiologie, mais aussi par le commerce clandestin et frauduleux des grains par certains individus qui n'hésitent pas à profiter de la disparité des prix entre notre pays et les Etats limitrophes. Ces pratiques tendent à confier de nouveau le monopole de la commercialisation des céréales à l'OPAM qui a dû importer du riz et du mil pour permettre de couvrir les besoins de la période de soudure.

« L'opinion publique comprendra aisément que la seule voie qui offre au Gouvernement pour lutter contre les spéculateurs, pour assurer le ravitaillement des villes et des campagnes à des prix licites, est l'institution et le maintien

(Suite en page 3)

ts qu'elle à solennellement pris devant le s du 19 novembre 1968 »

— Déclare le Chef de l'Etat, le Président Moussa Traoré —

(Suite de la page 2)

tien de mesures de contrôle des mouvements de céréales.

« Il demeure entendu qu'elles seront levées dès que les circonstances le permettront.

« En dehors des agissements coupables de certains commerçants peu soucieux de l'intérêt, le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement ont tout lieu d'être satisfaits de l'évolution ascendante des échanges qui se traduit par un approvisionnement abondant du marché et le rapatriement d'une masse importante de devises.

Le progrès des sociétés et entreprises d'Etat

« Les sociétés et entreprises d'Etat qui contrôlent une très large part de l'économie nationale, ont fait au cours de cette année des progrès notables dans le sens de la rationalisation de leur gestion et de l'amélioration de leurs résultats d'exploitation.

« C'est ainsi que la Compagnie Malienne de Transport Routier, la Compagnie Malienne de Navigation, Air-Mali, la Régie des Chemins de Fer, ont accru de façon sensible leurs chiffres d'affaires. Les sociétés d'Etat à caractère industriel telles que la COMATEX, la SONATAM, la Sucrerie de Dougoubaou et la Cimenterie de Diamou ont réalisé des bénéfices appréciables. Les sociétés en entreprises d'Etat à caractère commercial connaissent encore des difficultés de gestion liées à l'héritage du passé et à la situation desquelles le Gouvernement s'est attelé.

« La Banque de Développement du Mali qui est support financier de l'ensemble du secteur d'Etat, a puissamment contribué au financement des crédits à l'économie et aux particuliers.

« Pendant l'année écoulée, la BDM a apporté son concours, par l'octroi de crédits à moyen terme, à la réalisation d'Unités industrielles dont certaines fonctionnent déjà tandis que d'autres entreront en service dans les mois à venir.

« Cette nouvelle orientation de la BDM au demeurant conforme à sa vocation, fera de cet établissement un instrument efficace dans le cadre de la réalisation de nos objectifs économiques.

« Elle a par ailleurs entrepris une action de longue haleine en vue de la mobilisation de l'épargne au profit du développement.

L'état des finances publiques

Après cette revue nécessairement sommaire de la situation économique, qu'en estil de l'état de nos finances publiques ?

« Bien que la situation se soit sensiblement améliorée sous l'effet de l'expansion de la production agricole et industrielle, le problème budgétaire demeure au centre des préoccupations du Gouvernement.

« Grâce à une application rigoureuse de la loi des finances, l'exécution du budget 1971 a, pour la première fois, permis d'atténuer le passif accumulé au fil des années.

« Compte tenu de la rigidité relative des dépenses de fonctionnement de l'appareil de l'Etat, l'action du Gouvernement a plus particulièrement porté sur la promotion des recettes. Les actions menées dans ce sens ont porté sur :

- la réorganisation de l'administration fiscale et douanière;
 - l'intensification des moyens de contrôle et d'investigation de la matière imposable;
 - l'application rigoureuse de la réglementation fiscale;
 - le perfectionnement des méthodes de recouvrement;
 - la lutte contre la fraude fiscale.
- « Dans le cadre plus général des actions en faveur du redressement économique, le Gouvernement s'est efforcé de concilier les objectifs à court terme de l'équilibre budgétaire avec ceux à long terme du développement économique notamment :

22,7% : taux global de scolarisation

« Dans le domaine particulier de l'éducation, le pourcentage des nouveaux inscrits en première année d'études de l'enseignement fondamental, indicateur de l'évolution de la scolarisation, a ainsi enregistré entre 1969 et 1971 un accroissement de près de 4%, cependant que le taux global de scolarisation s'élève à 22,7 %.

« Dans ce mouvement dynamique de scolarisation soutenue, l'on ne saurait passer sous silence l'effort colossal fait par les associations de parents d'élèves. Leur action a été déterminante dans la consolidation et l'amélioration permanente des rapports entre l'école et la famille.

« Toutefois, force est de noter que ce développement de la scolarisation, quoique lent, dépasse le rythme de l'évolution économique du pays.

« Notre conviction demeure que, grâce à un retour conscient et volontaire à la terre et aux travaux agricoles, nous éviterons les graves dangers du déracinement et des errements de la jeunesse dans les villes.

« Dans le cadre de l'effort d'éducation généralisée entrepris par la nation et de s'attacher le plus grand nombre possible de Maliens aux ténèbres de l'ignorance et de l'analphabétisme, l'accent doit être mis sur le mérite de nos services de l'alphabétisation dont le rôle dans le développement économique et social n'est plus à démontrer. Actuellement, l'alphabétisation fonctionnelle touche 1.500 centres et plus de 600.000 auditeurs, hommes et femmes; de nombreux paysans sont en mesure d'enseigner à leurs frères.

« Concernant l'enseignement secondaire, où l'on note une forte progression des promotions annuelles de bacheliers complets (539 en 1971 contre 186 en 1967), signalons l'extension en cours du Lycée de Tombouctou et la poursuite de l'effort de ruralisation de cet enseignement avec la construction des Centres d'Orientation Pratique.

« Quant à l'enseignement supérieur dont le développement est directement lié à celui du secondaire, il accueillera dès la rentrée d'octobre plus de 1.000 étudiants dans nos propres établissements nationaux.

« Ce bilan serait incomplet si nous ne faisons mention des résultats enregistrés dans le domaine de la jeunesse et des sports. Les succès remportés par nos formations nationales, particulièrement dans le domaine du sport, tout en honorant notre pays, témoignent éloquentement du grand attachement que la jeunesse malienne porte au rehaussement du prestige national et à la revalorisation de notre patrimoine culturel.

Notre politique sanitaire et sociale

« Dans le domaine de la santé publique, le Gouvernement a poursuivi la réalisation des objectifs visés par le programme triennal à savoir :

- d'une part, l'action prioritaire de la médecine-socio-préventive par des campagnes de masse contre les endémies, leur dépistage, systématique, le traitement des malades et la protection des sujets sains, et
- d'autre part, la consolidation et l'amélioration de l'infrastructure sanitaire de base.

« C'est ainsi que dans le domaine de la médecine socio-préventive, l'épidémie de choléra qui a frappé notre pays comme tous ceux de l'Ouest africain, a mobilisé toutes les équipes de la section des maladies transmissibles, dans une vaste campagne de prévention, cependant que, dans le domaine de la médecine curative, des améliorations ont été faites dans les services centraux et régionaux.

« De même, l'équipement des laboratoires et des hôpitaux centraux et régionaux a été renouvelé.

« Enfin, au niveau particulier des régions, un effort important a été fait avec la participation de nos populations, effort ayant abouti, entre autres à la construction de 15 nouveaux dispensaires et à l'ouverture de 7 nouvelles maternités.

« Toujours avec le concours des populations, des efforts non moins méritoires ont été réalisés dans l'œuvre de promotion sociale de la femme et de l'enfant.

« Des garderies communautaires ont été créées sous l'impulsion des Unions Locales de Femmes et avec leur participation active. Ces garderies qui doivent être étendues à tout le territoire seront transformées progressivement en jardins d'enfants.

« S'agissant de l'enfance délinquante, des modifications importantes ont été entreprises tant sur le plan des réalisations que du fonctionnement des services intéressés : le Centre de Rééducation de Bollé a été réaménagé en vue d'en rendre les locaux plus fonctionnels; un second centre situé à Bapho dans la région de Ségou sera bientôt achevé et mis en service.

« Des efforts sont déployés pour mobiliser et encadrer les femmes en vue de leur contribution à participer activement au développement économique et social du pays, par des réalisations concrètes en faveur de la famille en général et de l'enfance en particulier.

« C'est le lieu de rappeler à tous, les responsabilités qui nous incombent dans l'éducation de nos enfants dans la préservation de la santé morale de la Nation. Il est en effet regrettable de constater l'effritement de nos structures familiales et de nos grandes valeurs morales, singulièrement dans les centres urbains, par suite de l'attitude de certains chefs de famille dont la passivité constitue une véritable démission.

La réforme administrative

« En matière de Travail et de Fonction publique, différentes mesures ont été prises en vue de permettre la bonne marche des différents services administratifs et l'utilisation rationnelle des fonctionnaires et agents de l'Etat.

« Il s'agit en premier lieu de la réforme administrative devant aboutir à l'amélioration de la gestion du personnel, à l'allègement des structures et procédures administratives et surtout à la diminution des charges de personnel au profit des dépenses de matériel. Le dépouillement du recensement général des travailleurs de l'Etat sera achevé d'ici la fin de l'année et devra, pour 1972, permettre notamment :

- de relever et corriger les distorsions existant dans la Fonction publique;
- de réunir les éléments pour une appréciation correcte des dépenses de personnel;
- de mettre en place, enfin, un système de gestion cohérent et d'étendre la mécanisation des salaires.

« Tout en poursuivant la réforme administrative, le Comité Militaire de Libération Nationale et le Gouvernement se sont penchés avec sollicitude sur la situation de certaines catégories de fonctionnaires, et ont pris des mesures concrètes en leur faveur.

« C'est ainsi que dans le cadre de la promotion des travailleurs méritants, 19 concours et examens professionnels ont été organisés au cours des dix derniers mois.

« De même, des problèmes qui depuis plus de dix ans créent au sein de la Fonction publique un climat de mécontentement et un sentiment de frustration viennent de trouver un commen-

ement de solution grâce à la politique de progrès et de justice sociale du Comité Militaire de Libération Nationale et du Gouvernement.

« D'autres mesures visant à stabiliser et améliorer la situation des travailleurs de l'Etat, à résoudre au mieux les problèmes de l'emploi et de la retraite, à faire de l'Institut National de Prévoyance Sociale un système complet de sécurité sociale sont en cours.

« Cette politique sera poursuivie avec persévérance et prudence dans la limite des possibilités financières de l'Etat et en tenant compte des obligations du Gouvernement et du Comité Militaire de Libération Nationale vis-à-vis des autres couches sociales.

La part des organisations syndicales

« Enfin, il est permis d'espérer que le nouveau départ pris par les organisations syndicales avec la mise en place du Comité de Coordination des Syndicats nationaux, conduira au rétablissement et au renforcement d'un climat de compréhension et de collaboration loyale entre elles et le Gouvernement.

« Pour notre part, nous tenons à les assurer de notre bonne disposition à les aider et à examiner avec le maximum de bienveillance leurs problèmes, dans la mesure où elles interviennent leur action dans celle plus générale du Comité Militaire de Libération Nationale et du Gouvernement, pour accélérer le développement économique et social du pays.

« Les dirigeants syndicalistes trouvent compréhension et assistance auprès des pouvoirs publics à tous les niveaux, à la condition toutefois qu'ils renoncent à la démagogie et à l'agitation stérile pour se consacrer pleinement à l'éducation et à l'information objectives des travailleurs, dans l'intérêt du peuple tout entier. A cette fin, une place de choix leur sera toujours réservée dans les organismes à caractère consultatif.

L'armée dans le développement

« S'agissant de nos Forces Armées et de Sécurité, leur participation à la bataille économique et sociale s'est poursuivie et accrue, notamment dans les domaines de la production, de l'infrastructure et de l'alphabétisation.

Des liaisons régulières sont assurées par leurs soins avec les régions éloignées et désertées du pays, permettant d'apporter à ceux qui y vivent les produits de première nécessité.

« Elles ont également prêté leur concours chaque fois qu'elles ont été sollicitées pour assurer par avion ou par route les transports présentant un caractère d'urgence, et dans tous les cas de catastrophe ou de calamités publiques, elles se sont distinguées par la rapidité et l'efficacité de leurs interventions.

« C'est le lieu aussi de rendre un hommage mérité aux militaires appelés, depuis les événements du 19 novembre 1968, à assumer des responsabilités dans l'administration et dans les secteurs économiques et financiers de l'Etat.

« Les résultats qu'ils ont obtenus ont parfois dépassé tous les espoirs. Il est particulièrement significatif que la plupart des Municipalités présidées par des officiers ont non seulement épargné le lourd passif hérité de l'ancien régime, mais entrepris de nombreux travaux d'urbanisme sur leurs propres ressources, sans aucune contribution de l'Etat.

Dans le domaine de l'information, notons avec satisfaction :

- l'augmentation des émissions de notre radiodiffusion nationale à destination de l'extérieur ainsi que l'intensification de son action en direction de nos masses paysannes;
- le développement des activités de l'OCINAM, grâce à la modernisation de son équipement technique et à l'intégration dans son circuit d'exploitation des salles de cinéma nationalisées.

« Maliennes,

« Maliens, « Voilà donc les principales actions entreprises par les Comité Militaire de Libération et le Gouvernement dans les domaines économique, social et culturel au cours des douze derniers mois.

La politique extérieure du Mali

« En ce qui concerne notre politique étrangère et notre diplomatie fondées sur le principe du non-alignement, nous avons enregistré de réels succès car notre volonté de paix et de coopération ne s'est jamais relâchée avec tous les Etats qui partagent nos idéaux.

« C'est ainsi que nous entretenons avec l'ensemble de nos voisins des relations confiantes, amicales et fraternelles.

« Cette volonté de coopération s'est déjà manifestée dans le cadre sous-régional par la création en 1968 de l'Organisation des Etats Riverains du Sénégal et par la signature cette année du Traité de Liptako-Gourma.

« C'est dans cette voie, la voie de la dignité et de la coopération au service du développement économique pour la consolidation de l'indépendance nationale, que notre diplomatie s'est engagée, et le même idéal sous-tend notre action au sein de l'Organisation de l'Unité Africaine.

« La lutte menée par cette Organisation et qui a pour objectif la libération totale de notre continent, emporte notre entière adhésion. Qu'il s'agisse des colonies portugaises, du Moyen-Orient, du régime inqualifiable de l'apartheid en Afrique du Sud et du Rhodésie, la politique étrangère du Mali vise au rétablissement intégral des peuples de ces pays dans leurs droits légitimes.

« Dans le cas particulier de l'Afrique du Sud, c'est dans ces conditions et dans ces conditions seulement que le Mali acceptera le dialogue.

« Mais nous ne saurions accepter de dialogue qui ne serait que trahison envers nos frères de ce pays. Ceux qui se battent en Afrique du Sud, qui y souffrent dans des ghettos, qui souffrent dans leur chair et dans leur dignité, ce sont ceux-là qui doivent être entendus par les tenants de l'apartheid, car ce sont eux qui trouveront, mieux que quiconque, les solutions adaptées à leur condition.

« Nous estimons également que l'entêtement de certaines grandes puissances à vendre des armes à l'Afrique du Sud, constitue un geste d'inimitié vis-à-vis des peuples africains.

« Le Mali, toujours fidèle à l'esprit de la charte de l'ONU, a soutenu constamment le rétablissement de la République Populaire de Chine dans ses droits de membre fondateur de l'ONU et de membre permanent du Conseil de Sécurité.

« C'est dire que nous accueillons avec espoir l'amorce de dialogue intervenue entre le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et celui de la République Populaire de Chine, car les résultats que le monde en attend contribueront, à coup sûr, à consolider la paix et la sécurité internationale.

« C'est également pour instaurer la paix que notre pays soutient la lutte des peuples asiatiques du Vietnam, du Cambodge, du Laos et de la Corée et continuera d'exiger l'évacuation totale des troupes étrangères des territoires de ces Etats.

« Telle est la position du Gouvernement malien sur les divers problèmes internationaux et il travaillera à la réalisation des objectifs ainsi définis, d'accord avec tous les Etats épris de paix, de liberté et de justice.

« Dans le cadre de la coopération internationale et de l'aide au développement, notre pays a bénéficié comme par le passé de l'assistance à la fois d'organismes internationaux et de certains pays amis.

« Certes, nous continuons à penser que l'aide extérieure ne doit et ne peut constituer qu'un appoint, qu'un complément, et qu'il nous faut compter d'abord et avant tout sur nos propres forces et nos propres efforts, mais nous nous devons cependant de souligner

(Suite en page 10)

ses preuves et qui nécessairement doit être vulgarisée sur le plan national.

UN COEUR DANS UN TRIANGLE

L'impression produite par le tri de l'Inspection de Sévaré est encore très vivace lorsque l'on s'engage sur la route bitumée, qui est l'une des trois artères qui constituent le triangle renfermant le cœur du Mali économique-industriel : Mopti-Sikasso, Bamako-Mopti, Sikasso-Bamako. Ce triangle est constitué par les meilleures routes du Mali et ceci explique, cela. Au bout d'un parcours sans histoires et après une bifurcation à Sienso, un tronçon impeccable mène à Koutiala la coquette, Koutiala dont le nom tend à devenir synonyme de coton et derrière lequel se profile une puissante société étrangère la CFDT. Il est très intéressant de vérifier sur le terrain l'action tant louée de cette compagnie qui, il faut le dire, brille par quelques résultats bien appréciables.

C'est avec une légère satisfaction de météorologiste-amateur ayant exprimé des prévisions justes que l'on rentre dans la capitale du Kénédougou battue par une pluie interminable. D'ailleurs tout le laissait présager : les gros nuages à l'horizon, l'humidité, les rivières temporaires qui se plaisent à couper la route et là, une végétation abondante, bref tous les signes d'une région bien arrosée, la mieux arrosée du pays.

A cette époque au marché de Sikasso, ananas, ignames, oranges, bananes bref toutes sortes de fruits et légumes qui peuvent faire le bonheur d'un végétarien sont des denrées que l'on trouve à profusion et à moindres prix.

Carrefour important entre le Mali et les pays voisins, Sikasso reste avec Ségou (dans une certaine mesure) la seule capitale régionale non desservie par la Compagnie nationale Air-Mali. La raison ? Eh bien les 380 km qui la relient à Bamako sont totalement bitumés. Et puis on trouve toujours le camion d'un Sanogo ou d'un Dinioko pour y aller à moindre frais en un laps de temps.

Ce sens de l'économie des Sikasso peut être pris comme le reflet du dynamisme de cette région en général. L'impact de la région de Sikasso sur l'économie nationale est loin en effet d'être négligeable. Ceci est d'autant plus vrai que c'est la seule région où au Gouvernement on peut trouver divers prospectus établissant avec

un renouveau d'intérêt se rassemble autour de l'Office du Niger si l'on en juge par les visites de certains experts. Quoiqu'il en soit l'Office qui a suscité tant d'espoirs depuis devrait enfin pouvoir décoller et ce dans l'intérêt supérieur du Mali bien entendu.

Breve visite de la COMATEX... en chiffres : ensemble filature de 20.000 broches → 4.000 broches de retordage — atelier de tissage de 384 métiers pouvant débiter 9 millions de mètres de tissus — atelier de blanchiment et de teinture — centrale thermique d'une puissance de 2.520 kwh etc.

Par le nombre de ses agents (environ 2.000) et du personnel féminin (quelque 400 ouvrières) la COMATEX est l'une des entreprises les plus grosses de la jeune industrie nationale. C'est également l'une des plus rentables avec un bénéfice de plus d'un demi-milliard. Ce qui fait que la COMATEX se porte bien et avec elle tous ses agents. Ceux-ci n'hésitent pas d'ailleurs à reconnaître qu'ils sont parmi le peloton de tête des salariés les plus favorisés du pays.

L'EXPERIENCE DE CABIDA-BAMBARA

Ce tour rapide du Mali ne peut être complet si évidemment l'on pense que Bamako est représentatif de sa région et qu'il n'est donc pas nécessaire de visiter cette dernière. Si par contre l'on pense que la capitale est ce qu'elle est et que l'on a rien à perdre à faire un saut dans ses environs immédiats et lointains, alors un petit tour à Nara, via Kolokani ou à Kangaba et Bamamba peut révéler beaucoup de faits significatifs.

D'abord c'est la concentration au niveau de la seule ville de Bamako de l'industrie nationale naissante. Nulle part ailleurs en effet sur les 377 km qui séparent Bamako de son cercle le plus lointain l'on ne rencontrera cette fumée des usines qui symbolise la lutte de l'homme contre la nature et le temps.

Nara se caractérise par ses femmes qui font beaucoup parler d'elles, surtout par des activités sociales à travers leur dynamique et puissante union. Celle-ci a, à son actif, une campagne de nivellement assez réussie et dont on a bien parlé à l'époque et une nouvelle expérience non moins connue qui tend à la limitation des divorces.

Cette expérience a commencé dans un petit village Cabida-Bambara, à 7 km de Nara. Les femmes

avec le sourire, qu'elles espèrent que les mariages utiliseront moins le fouet et contribueront eux-aussi à l'équilibre ambiant du foyer.

Cabida n'est qu'un petit village qui depuis quatre ans n'a connu aucun divorce. Il serait intéressant de voir dans quelques années les résultats de la même expérience que l'Union des femmes essaye d'appliquer à une ville comme Nara.

En tout cas d'ores et déjà le juge de Nara se frotte bien les mains en assurant qu'il y a moins d'affluence devant son bureau.

ALLOCUTION DU CHEF DE L'ETAT

(Suite de la page 3)

L'important soutien apporté par ces organismes internationaux et pays amis à la réalisation de notre programme triennal de redressement économique et financier. Que les uns et les autres veuillent donc bien trouver ici l'expression de notre profonde et sincère gratitude !

L'espoir permis

« Maliennes,

« Maliens,

« A l'issue de cette analyse de la situation globale de notre pays sur le plan intérieur et extérieur, l'espoir est permis.

« Bien sûr, certains problèmes demeurent, mais les succès que nous avons tous ensemble remportés dans le domaine clef de la production agricole constituent un gage pour notre salut futur.

« Malgré l'importance des sacrifices déjà consentis par le peuple tout entier, par les travailleurs en particulier, des tâches gigantesques restent à accomplir.

« Ces tâches requièrent la mobilisation de tous, dans la discipline et la concorde afin de rétablir l'économie malienne sur des bases saines.

« Cette mobilisation ne peut être effective que dans le cadre d'une véritable réconciliation nationale qui constitue l'une des conditions propices au retour à une vie constitutionnelle normale.

« En tout état de cause, l'Armée reste fidèle aux engagements qu'elle a solennellement pris devant le peuple au lendemain des événements du 19 novembre 1968. Sa position n'a pas variée et elle demeure convaincue que son appel fera écho dans la conscience de tous les patriotes Maliens.

« Vive la République du Mali !

« Vive l'Unité Africaine !

« Vive l'amitié entre les peuples du monde pour que vive la paix ! ».

chemin de fer, sans aéroport, sans moyens d'information y aura-t-il un développement industriel, une possibilité de commercialisation ou encore une interpénétration de nos différentes ethnies ? C'est dire que l'infrastructure est à la base du développement économique, social et culturel sans lequel il n'y a pas de civilisation. C'est ce qu'a compris le Programme Triennal en accordant à ce secteur une attention particulière et un traitement privilégié.

LES TRANSPORTS

A l'instar des autres secteurs dont la nature est d'être au service de la production, le problème du transport est de ne pas être un frein à la croissance de cette production. Il doit en être un élément, un stimulant. C'est pourquoi le Programme Triennal a établi des bases structurelles sur lesquelles s'élaboreront et s'exécuteront les futurs programmes de transports.

Ainsi le Programme Triennal prévoit : la construction d'une Direction Nationale des Transports dont l'exécution des travaux a démarré en 1971, un programme d'équipement en quadri-réacteurs en faveur de l'Air-Mali. L'acquisition d'un Boeing-727 par cette compagnie rentre dans ce cadre. L'équipement de la Compagnie Malienne des Transports Routiers (CMTR) constitue un des projets prévus par le Programme Triennal. La RTM et le TUB viennent d'être fusionnés en 1970. Après la révision et la rationalisation des besoins émis par ces deux firmes fusionnées, la période triennale lance un nouveau programme d'investissement. Des camions citernes et des cars seront achetés. Et ces deux projets sont en cours d'exécution.

S'agissant de la Régie des Chemins de Fer du Mali, après les travaux d'infrastructures — révision des Ponts métalliques, rectification du balastage — la première tranche d'équipement d'un montant de 550 millions pourra être réalisée. Mais d'ores et déjà, l'acquisition d'un certain nombre de nouveaux wagons entre dans le cadre de sa modernisation.

La Compagnie Malienne de Navigation n'est pas oubliée. L'infrastructure et les grosses réparations de la flotte d'une part, l'équipement en matériels navigants (1 bateau tourisme, 5 berges, 2 chalands-citernes) d'autre-part constituent le projet en cours d'exécution.

Une base industrielle est en construction. Elle servira pour la réparation de tous les engins de transport et de travaux publics. La fin des travaux est attendue pour décembre 1971 et coûtera un milliard de francs maliens.

LES RESSOURCES HUMAINES

Ici, il s'agit de l'Education nationale, des Affaires Sociales et de la Santé.

Pour l'Education nationale, il y a la rénovation pédagogique. La partie que la période triennale a inscrit à son programme coûtera 317 millions de francs maliens et est en cours d'exécution. Il s'agit ensuite de l'extension des Lycées

projet est déjà en cours. L'alphabétisation f... gramme inscrit ég... l'encadrement et l... timents de l'Ecole... existe au niveau... d'Ingenieurs, l'ENI... formation. L'Eco... (ENS) est touché... tension en cours...

Abordons main... Affaires Sociales... (privés, publics l... bains) les jardins... pour mineurs dé... de formation com... les divers projets... Triennal de redre... financier. Pour le... vés le projet est... S'agissant des cen... linquants, le cen... nagé. Un centre... été réalisé.

Cette étude sur... Programme Trien... Santé. L'homme... précieux, dit-on... en tout premier... Il faut être sain... pour pouvoir par... développement éco... turel d'un pays... teur de la santé... être négligé par... complet. Les au... Triennal en ont...

De la campag... jusqu'à l'aménage... d'approvisionnement... nes, 15 grands pr... PMI de Lafiabou... penseurs périphé... jet sur la médecine... l'assistance psychi... dentaires, l'assain... risme, la rénovation... Point G, de l'Hô... nagement de l'H... du Complexe... San-Tominian, de... etc... sont entre... soit en cours d'ex... diés et qui atten...

LE SECTEUR

En abordant ce... que le chiffre d'aff... mercial d'Etat, c... connues ces deux... demeuré stable... l'uniformisation d... du territoire étai... sa gestion. Le chi... PAM a chuté. M... moderne, quant à... ses activités : 79... pour le secteur d... cinéma, assurance... accroissement de... port à 1969.

S'agissant du c... balance se solde p... regression par rapp... née 1969. L'améli...